

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 autorisant la société Heidelberg Materials France Granulats à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et comportant une installation de premier traitement de matériaux, sur le territoire de la commune de LA ROCHETTE, aux lieux-dits « Les Maubâtis », « Les Romagnes », « Les Combes » et « Coudard Bacou »

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, comportant une installation de premier traitement de matériaux, sur le territoire de la commune de La Rochette, aux lieux-dits « Les Maubâtis », « Les Romagnes », « Les Combes » et « Coudard Bacou » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2012 portant modification des conditions d'exploitation par GSM de la-dite carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2025 autorisant la société Heidelberg Materials France Granulats, dont le siège social est 4 Place des Saisons, Tour Alto 92 400 Courbevoie, à poursuivre l'exploitation pour une année supplémentaire de la-dite carrière, soit jusqu'au 6 novembre 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles Jobart, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu la demande de modification portée à la connaissance de Monsieur le préfet le 13 février 2025 par Heidelberg Materials France Granulats et relative aux conditions de remise en état de la carrière ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 janvier 2026, qui intègre les constats de la visite de la carrière effectuée le 18 novembre 2025 et l'examen des modifications sollicitées par Heidelberg Materials France Granulats ;

Vu le courrier adressé le 20 janvier 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le rapport de l'inspection et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui vise à encadrer la modification de la remise en état de la carrière ;

Vu le courriel en retour adressé le 30 janvier 2026 par l'exploitant indiquant ses observations sur le rapport de l'inspection et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui vise à encadrer la modification de la remise en état de la carrière ;

Considérant que Heidelberg Materials France Granulats ne souhaite pas poursuivre l'exploitation de la carrière jusqu'à son terme compte tenu notamment de la situation géographique du site, de la

qualité du gisement et de la présence avérée d'une espèce protégée (le Faucon pèlerin) sur le front Nord-Ouest ;

Considérant, en effet, que le secteur Ouest de la carrière a été exploité sans que n'ait été atteinte la cote minimale autorisée pour le carreau par l'arrêté préfectoral de 2003 susvisé, que les fronts de taille et le carreau actuels ne sont pas dans leur position finale initialement prévue et que, dès lors, les conditions de remise en état et l'état final de la carrière s'en trouvent être modifiés ;

Considérant que le projet du 13 février 2025 susvisé, qui prévoit une modification des conditions de remise en état de la carrière, ne portent, en particulier, ni sur des dépassements de seuils autorisés ni sur une prolongation de la durée d'exploitation, et que la modification envisagée s'avère être notable mais non substantielle au regard de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant toutefois qu'il y a lieu d'encadrer la modification envisagée sur la remise en état et l'état final de la carrière ainsi que sur le montant des garanties financières ;

Considérant que plusieurs constats relevés dans le rapport d'inspection du 20 janvier 2026 ont été régularisés par la société, de telle sorte qu'ils ne feront pas l'objet de prescriptions dans le présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société Heidelberg Materials France Granulats, dont le siège social est 4 Place des Saisons Tour Alto 92 400 Courbevoie, SIREN 572 165 652, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants relatifs à l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de La Rochette, aux lieux-dits « Les Maubâtis », « Les Romagnes », « Les Combes » et « Coudard Bacou »

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS MODIFIÉES

Article 2.1 Remise en état

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 modifié par l'arrêté du 12 juillet 2012, portant sur la remise en état est remplacé par le suivant :

Les parois rocheuses des fronts Nord-Ouest accueillant le Faucon pèlerin sont préservées. Les cavités dans la roche sont complétées par la confection de petites vires pour constituer des sites d'accueil pour certaines espèces d'oiseaux.

Les fronts Nord-Est et Sud-Ouest sont remblayés à l'aide de matériaux stériles marno-calcaires, de terres de découverte et de matériaux inertes extérieurs, au-dessus de la cote 80 m NGF.

Le carreau, maintenu à l'état minéral, est remblayé à l'aide de matériaux stériles marno-calcaires et de terres de découverte jusqu'à une cote moyenne de 68 m NGF. Une pelouse pionnière peut se développer naturellement. Le carreau est modelé pour être légèrement en pente vers le Nord-Ouest afin que les eaux de ruissellement non infiltrées puissent s'écouler et alimenter des points bas permettant la création de petites mares, plus ou moins pérennes, favorables à la biodiversité (amphibiens, chiroptères, faune dont principalement l'avifaune avec des espèces comme le Petit Gravelot).

Au Sud, des friches et des prairies favorables à l'Ascalaphe soufré et, plus généralement, aux lépidoptères, sont mises en place ou complétées après régala de stériles d'exploitation et de terres de découverte.

Les clôtures sont conservées.

Sont conservés les merlons végétalisés qui bordent le site et abritent une biodiversité notable, avec la présence d'espèces protégées et/ou patrimoniales telles que l'Azuré du Serpolet, le Hérisson d'Europe, les chiroptères et espèces du cortège semi-ouvert de l'avifaune.

Le secteur boisé à l'Est avec sa mare est maintenu en l'état.

Les arbres morts à proximité des fronts de taille sont conservés.

Les plantations de Robinier faux acacia réalisées au sud en 2010 sont retirées, l'espèce étant considérée exotique envahissante.

Les merlons de sécurité en bordure de fronts de taille sont conservés.

La clôture périphérique et le portail d'accès au site, sont conservés.

Les piézomètres existants sont conservés.

La signalétique du risque de chute est complétée en périphérie du site.

Les équipements tels que les installations de traitement, le pont bascule, le bâtiment avec la cuve de gasoil non routier (GNR), le séparateur à hydrocarbures, le laveur de roues, sont supprimés.

Les bureaux permanents, l'atelier et la plateforme étanche sont maintenus. Les anciens broyeur et crible, après avoir été mis en sécurité, constitueront un mémorial doté d'un panneau expliquant l'ancienne vie du site.

Les zones où des équipements sont conservés seront sécurisées de façon à éviter tout risque d'accident. L'accès aux anciens broyeur et crible est neutralisé pour éviter le risque de chute.

Les plans de l'état final après modifications figure en annexe.

Article 2.2 Garanties financières

La dernière ligne de l'article 1.9.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003, modifié par l'arrêté du 12 juillet 2012, et qui porte sur les périodes quinquennales liées aux garanties financières, est complétée comme suit :

– 2025 — 2026 : 374 445 euros *

* Le montant ci-dessus est obtenu avec un indice TP 01 d'octobre 2025 (130,5) après application du coefficient de raccordement de 6,5345.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS PUBLICITÉ EXÉCUTION

Article 3.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet de dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement, dans le même délai ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois suivant la décision explicite ou implicite de rejet.

Le recours contentieux doit être introduit via l'application Télérecours citoyens ou Télérecours, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3.2 Publicité

Le présent arrêté est :

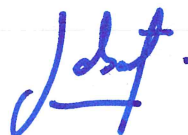
1. Notifié à l'exploitant ;
2. Affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de La Rochette;
3. Mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Article 3.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le maire de La Rochette, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Angoulême, le **23 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART

ANNEXE – plans de l'état final après modifications



DETAILS DE PRINCIPES DE REMISE EN ETAT

